

# La question sociale au Maroc: quel enjeu ?

**Baoussy Ghizlane**

**Docteur en sciences Economiques**

Depuis l'indépendance du Maroc jusqu'à aujourd'hui, les gouvernements successifs ont eu recours à l'adoption de modèles de développement sous la forme de divers programmes et politiques publiques en termes de contenu et de résultats, selon les circonstances et les facteurs internes et externes qui ont gouverné leur formulation.

Tous les chercheurs et les personnes concernées sont unanimement d'accord pour dire que ces "paradigmes de développement" ont conduit, dans leur ensemble, à préserver quelque peu les équilibres macroéconomiques en contre partie de l'enregistrement d'un déficit notable sur le plan social dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'emploi et des nécessités d'une vie décente affectant de vastes secteurs des citoyens, car ils ont causé des variabilités spatiales importantes.

Cette situation s'est traduite par les protestations sociales que de nombreuses régions appellent à améliorer les conditions de vie, à fournir des services de base et à instaurer la justice sociale. Par conséquent, l'État marocain a dû envisager de construire un nouveau modèle de développement qui créerait en même temps une nouvelle dynamique dans le domaine économique et social.

Sans aucun doute, le dynamisme de la réflexion pour cristalliser ce nouveau modèle de développement soulèvera de nombreuses questions liées principalement à l'approche à adopter pour toucher le sujet à ses différents niveaux politiques et sociaux, puis à la nature des parties impliquées dans ce processus.

L'économiste français François Pérot a défini le développement comme "un mélange de changements mentaux et sociaux de la population qui lui permet d'augmenter sa production réelle et globale de manière cumulative et durable<sup>1</sup>"

Quant aux pour les nations Unies, le développement est considéré comme<sup>2</sup> "les processus par lesquels les efforts du peuple et du gouvernement visent à améliorer les conditions économiques, sociales et culturelles dans les communautés locales pour les aider à s'intégrer dans la vie des nations et à contribuer à leur progrès de la

<sup>1</sup> François Pérot

<sup>2</sup> Fonds du Nations Unies

meilleure façon possible, c'est-à-dire qu'elles fournissent un travail productif et une meilleure qualité de vie"

Le Programme des Nations Unies pour le développement propose également quatre mesures du niveau de développement dans n'importe quel pays<sup>1</sup>, qui est la productivité comme première étape pour construire l'accumulation, après quoi vient la justice partagée de la richesse, puis la durabilité pour préserver les gains des générations futures, et tout cela ne sera pas avec l'efficacité requise à moins que la quatrième mesure qui constitue La base de tout modèle de développement efficace, qui est une tentative d'extraire des programmes de développement des parties prenantes elles-mêmes, c'est-à-dire le citoyen.

Au contraire, le Programme des Nations Unies pour le développement est allé plus loin en faisant valoir que le développement n'est rien d'autre que<sup>2</sup> "l'élargissement des choix humains et des opportunités dans la vie" et donc aucun modèle de développement ne peut élargir les options, il peut provoquer la croissance et ne peut atteindre aucun développement, plutôt assurer sa durabilité, ce qui est ce qu'un autre économiste a souligné en disant: «Il n'y a ni richesse ni pouvoir aussi riches et aussi puissants que les humain »

Et l'économiste définit le développement comme :<sup>3</sup> que le développement "est un processus historique à travers lequel les sociétés passent par un ensemble d'étapes de leur développement." Dans le même contexte, l'économiste R. Nurkse souligne la nécessité de recourir à un financement extérieur pendant la phase de transition du processus de développement qui Rostow y a fait référence afin d'aborder ce qui a été appelé "le cercle vicieux de la pauvreté" en augmentant les revenus et l'épargne en augmentant l'investissement et la production.

Cependant, depuis le milieu des années 70, de nouvelles perceptions du concept de développement sont apparues, telles que "développement alternatif", "développement à visage humain" et "développement à partir de la base" ou "développement à partir de l'intérieur" ou "développement participatif" qui se concentraient entièrement sur Les besoins de base des personnes, qui sont la santé, l'éducation, l'alimentation et les infrastructures.

En effet, la fracture sociale entre une petite caste jouissant d'une richesse arrogante et la majorité déshéritée de la population, a fait émerger à nouveau la nécessité d'un organe de régulation sociale. Cela se traduit par une intervention sociale des autorités publiques pour amortir les effets des situations économiques et sociales imprévues.

<sup>1</sup> Le programme des Nations Unies

<sup>2</sup> Programme des Nations Unies

<sup>3</sup> W.W.Rostow "Stades of Economic Growth"

Au sens large, le terme «question sociale» recouvre à la fois des domaines classiques de l'action sociale de l'État tels que: celui de l'éducation, soupçonné de ne pas incarner un lieu de production du savoir-être, de formation à la citoyenneté, de ciment des liens sociaux et vivre ensemble; celui de la santé; protection sociale non généralisée; la question de l'emploi avec la persistance, voire l'aggravation du chômage, en particulier des jeunes, l'aggravation des inégalités sociales et régionales; l'absence de revenu minimum garanti pour les personnes défavorisées, dans l'attente d'une réforme fiscale; la prolifération continue et l'extension de l'informel, le développement de l'économie du crime et les nouvelles générations de violence et enfin; gouvernance inadéquate des politiques publiques en matière d'action sociale et de solidarité, etc.

Le Maroc pourra-t-il donc adopter la méthodologie de ce que l'on appelle l'économie plurielle avec l'adoption d'une véritable démocratie participative? D'autant plus que l'économie marocaine a constitué un terrain de nombreuses expérimentations, qui n'ont pu garantir la pérennité de ce développement en téléchargeant la politique de planification depuis les années 60 à travers la politique d'évaluation structurelle, en transition vers une politique libérale pour un gouvernement libéral, en passant à une politique libérale pour un gouvernement socialiste, se terminant par une politique libérale pour un gouvernement dont on ne connaît pas la doctrine économique.

L'objectif de cette participation est de mettre en exergue les traits du changement de la question sociale au Maroc et ses implications en termes de politique publique pour l'action sociale.

### **1 : La politique sociale: un concept qui doit être précisément défini**

Travailler dans n'importe quel domaine nécessite, en premier lieu, une identification précise de ses concepts et du contenu de ses termes afin d'éviter toute confusion dans l'activation et le téléchargement, car la différence concernant le téléchargement d'un sujet spécifique est souvent due à une mauvaise compréhension de la signification du domaine dans lequel on opère.

Par conséquent, nous travaillerons d'abord pour définir le concept d'action social ainsi que le concept de développement social lié au sujet de l'étude et nous nous limiterons à aborder le concept à travers la méthodologie de définition de l'objectif.

Les conférenciers se sont mis d'accord <sup>1</sup> sur l'objectif principal de la politique sociale qui est d'améliorer la qualité de vie des citoyens ce qui oblige tous les États à revoir leurs modèles de politique sociale, la recherche dans toutes ses dimensions, y compris la démocratie, les droits de l'Homme et les libertés fondamentales, l'égalité des chances et l'Etat de droit, dont le plus important est le processus qui devrait

<sup>1</sup> La Conférence mondiale pour le développement social à Copenhague en 1995

façonner. La pierre angulaire du travail de développement, c'est l'implication de tous les concernés par le processus de développement.

La mesure de l'impact social de toute politique ne peut être vue que par l'identification précise des concepts et le bon examen des relations entre les variables liées au sujet. La politique sociale n'est considérée, avec l'accord de tous les experts du développement, que comme un outil garantissant une vie décente et égale aux citoyens. La politique sociale ne devrait pas être limitée à certains secteurs considérés par certains comme les seuls à caractère social, mais cette politique devrait être de nature horizontale pour inclure tous les secteurs politiques, économiques et sociaux eux-mêmes et ce dans la perspective de l'élimination de la pauvreté, de la fragilité et de l'exclusion sociale.

## **2 : L'enjeu social au Maroc: politiques ou initiatives**

Pour étudier la question sociale au Maroc, il faut analyser les institutions qui sont censées veiller sur l'action social au Maroc, et comme il n'y a pas de place pour un retour à toute l'histoire de ces institutions, nous nous limiterons à étudier le processus de ces institutions après l'indépendance, car la période postcoloniale a été marquée par la reconstruction des institutions marocaines en général et économique en particulier, mais pas majoritaire dans les aspects sociaux, en raison principalement des diktats des donateurs. Cet intérêt limité a engendré un ensemble de difficultés de nature sociale, et cette question a été exacerbée après la mise en œuvre du programme d'évaluation structurelle en 1982.

Avant cela, la Fondation nationale de coopération a été créée en 1957, et en 1961 un soi-disant programme national de relance pour l'emploi temporaire a été créé et en 1956, un fonds de compensation a été créé pour maintenir un équilibre dans le pouvoir d'achat des citoyens et après cela, au début des années soixante-dix, le Maroc est passé à un ensemble d'opérations sociales, Tels que le Programme social pour les priorités sociales ( BAJ ), qui se concentrait principalement sur l'éducation de base, ainsi que le soi-disant programme national de relance qui mettait l'accent sur les programmes liés à la santé.

Pour promouvoir le monde rural, le Maroc a conçu un certain nombre de programmes lancés depuis 1995 tels que le programme de réhabilitation du monde rural visant à améliorer les moyens de subsistance des villageois, et à prêter attention aux bases de la vie dans le village dans le but de stabiliser la population du village et de réduire leur migration, et donc ce programme concernait d'abord le réseau d'eau potable et ensuite le réseau électrique, puis Après cela, le programme de restauration des routes menant aux villages et aux vallées a été lancé à la même période. Pour éliminer les logements inadéquats, des programmes de logements sociaux ont été lancés en 2002.

Malgré cet effort quantitatif dans les programmes sociaux, ce dernier n'a pas pu atteindre les objectifs souhaités car il se caractérisait par la faible efficacité sociale des activités constituant ces programmes résultant des démarches d'emploi adoptées à l'époque, à savoir l'absence de planification stratégique de l'action sociale et donc l'absence de vision claire et d'objectifs spécifiques pour réduire la pauvreté et la marginalisation au Maroc. La prémisse était erronée, étant donné la confusion entre le concept d'action sociale et d'action humanitaire, et donc la question sociale était considérée comme un processus improductif, car ce sont des montants perdus qui ne peuvent pas être renouvelés ou investis, ce qui a obligé les experts à concevoir une question sociale marocaine en tant qu'investissement dans l'élément humain pour accomplir la fonction sociale qui lui est attribuée et en même temps peut générer des bénéfices économiques à l'État.

Compte tenu du contexte politique du pays, l'État était obligé de superviser toutes les institutions sociales et de s'intégrer pleinement dans leur gestion, et donc une nouvelle approche de la gestion de la question sociale au Maroc lancée par le roi Mohammed VI devrait être envisagée conformément aux transformations internationales qui ont instauré un climat qui oblige tous les pays à accorder une plus grande attention au phénomène de la pauvreté et la précarité à partir d'une série d'objectifs qui ont été appelés les objectifs du troisième millénaire, et donc le Maroc, comme d'autres pays, a entrepris d'essayer de travailler pour atteindre ces objectifs.

La réflexion sur la méthodologie de réflexion sur la question sociale a conduit le gouvernement marocain à créer en 1999 ce que l'on appelle l'Agence nationale de développement social, qui était censée concevoir des programmes, méthodes et mécanismes appropriés pour traiter la question sociale afin de contrôler et de réduire l'impact de la pauvreté et de la marginalisation au Maroc. Cette institution s'est concentrée sur l'amélioration des capacités des acteurs sociaux, et compte tenu de la faiblesse méthodologique dont jouissaient toutes ces institutions, le roi Mohammed VI est intervenu pour créer la Fondation Mohammed V pour le développement afin de superviser la question de la solidarité sociale entre les Marocains, cette institution bénéficiant du statut d'utilité publique, s'est focalisée sur la mobilisation des dons et leur utilisation dans les activités requises et principalement axé sur les personnes en situation difficile et sur l'aide au tissu collectif dans la loi sur le développement et l'équipement des institutions sociales, et d'autres activités et programmes sociaux qui ont fortement contribué au développement durable au Maroc.

Le Roi Mohammed VI a également annoncé en 2005 l'Initiative nationale pour le développement humain, qui est venue en premier lieu pour indiquer la nécessité de changer l'approche de la question du développement en général et sociale en particulier. La créativité de cette initiative a été démontrée en introduisant une

nouvelle méthode pour traiter la question du développement qui contient la question sociale et cela se traduit par la démocratisation de la décision, un développement qui passe par plusieurs étapes, en partant du bas vers le haut, qui est la méthodologie qui conduit inévitablement au succès des programmes de développement, et non l'inverse.

**Conclusion :**

Par conséquent, cette initiative a créé des structures dans lesquelles la décision de développement est graduée. Bien qu'il y ait encore des difficultés à saisir les exigences de cette approche, il y a des lacunes au niveau de ceux qui exécutent les programmes de l'initiative pour saisir le concept correct de l'approche participative, car l'initiative se limite toujours à impliquer le tissu collectif et les collectivités territoriales dans le processus de développement, sans noter que l'implication directe du citoyen dans le travail de développement est le seul moyen de développer l'action sociale.

Le Maroc n'était donc pas satisfait de ces programmes sociaux, mais il est allé au-delà pour créer un groupe d'agences de développement à caractère régional qui, à son tour, a engagé une partie importante de ses fonctions dans la relance sociale liée à certains des organismes qui étaient une priorité pour le gouvernement marocain en termes de vulnérabilité sociale dont il souffrait et liée à une agence de relance. Et le développement des régions du nord qui ont été créées en 1996, l'agence pour la relance et le développement économique et social des régions du sud mises à jour et l'agence pour le développement de la partie orientale, qui a été créée en 2006, et les gouvernements marocains se sont également engagés à créer des programmes qui contribuent au soutien de la santé et de l'emploi et la formation professionnelle comme événements de l'Agence nationale pour l'emploi.